



VILLE DE MONTIVILLIERS

Convention liée à l'installation d'un PEI (citerne enterrée) par la ville sur un terrain privé

La présente convention a pour objet de fixer les règles entre les parties suivantes :
La commune de Montivilliers, représentée par Monsieur Le Maire, dûment habilité par délibération en date du 28 Avril 2025,
Ci-après dénommée « la collectivité », d'une part,
Et
Madame Blandine BENOIT propriétaire de la parcelle AW 157 et domiciliée 791
Chemin des Fermes à Montivilliers

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : DÉFINITION DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions dans lesquelles la propriétaire met à disposition de la collectivité une partie de son terrain (cf plan ci-joint) pour l'installation d'une citerne enterrée équipée d'une colonne d'aspiration.
Cette installation permettra d'assurer la défense extérieure contre l'incendie du secteur concerné.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DU POINT D'EAU INCENDIE

Le point d'eau incendie, situé 791 chemin des Fermes, sur la parcelle cadastrée AW 157 est installé par la ville sur la partie du terrain (cf plan ci-joint) appartenant à Madame Blandine BENOIT.

Les performances hydrauliques du point d'eau incendie seront au minimum de 120 m3, permettant son utilisation en tout temps.

La signalisation du point d'eau incendie est conforme aux prescriptions techniques du Règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie de la Seine-Maritime (RDDECI) afin d'assurer l'information des intervenants sur sa localisation et ses performances.

La signalisation du point d'eau incendie est assurée par la collectivité.

ARTICLE 3 : CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE D'UN POINT D'EAU INCENDIE

Le point d'eau incendie a vocation à être utilisé exclusivement par le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine Maritime (SDIS 76), soit dans le cadre d'une intervention de lutte contre l'incendie soit dans le cadre d'exercices ou de formation de maintien et de perfectionnement des acquis des sapeurs-pompiers.

L'accessibilité au point d'eau incendie se fait par la rue Pierre et Marie Curie ou le Chemin des Fermes. Le point d'eau incendie est accessible en permanence aux engins de lutte contre l'incendie du SDIS 76.

ARTICLE 4 : CONFORMITÉ ET RÉCEPTION DU POINT D'EAU INCENDIE

Le point d'eau incendie doit être conforme aux prescriptions techniques du RDDECI 76. Un point d'eau incendie ne présentant pas toutes les conditions de conformités initiales peut faire l'objet d'une mise à disposition sous réserve que la *collectivité* réalise les travaux de mise en conformité.

Le SDIS 76 réalise une visite de réception en présence *du propriétaire* et du représentant de la collectivité afin de s'assurer de la conformité au RDDECI 76 du point d'eau incendie mis à disposition et à l'issue de cette réception lui attribue un numéro de PEI.

ARTICLE 5 : ENTRETIEN TECHNIQUE DU PEI

L'entretien des abords du PEI est réalisé par la propriétaire.

La reconnaissance opérationnelle est assurée annuellement par le SDIS 76, dans les conditions fixées par le RDDECI 76. La collectivité est informée de la réalisation de cette reconnaissance, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information précisées dans le RDDECI 76.

ARTICLE 6 : RÉALIMENTATION ET INDISPONIBILITÉ DU PEI

En cas de nécessité de réalimentation, soit après un sinistre, soit pour faire face aux conditions climatiques, la propriétaire pourvoit à la réalimentation du point d'eau incendie, soit au moyen du réseau d'eau potable, soit par tout autre moyen.

En cas d'indisponibilité du point d'eau incendie, la collectivité via le propriétaire informe le Sdis76, conformément aux dispositions relatives à l'échange d'information, prévues dans le RDDECI 76.

ARTICLE 7 : MODALITÉS FINANCIÈRES

- Mise à disposition du terrain

La mise à disposition du terrain de la propriétaire est accordée à titre gracieux.

- Financement du projet

Cette opération (citerne enterrée et colonne d'aspiration) représente un coût global de 59 720,40 € TTC.

Madame Blandine BENOIT prend en charge le montant de 5 972.28€, somme relative à la couverture DECI de l'ERP implanté sur sa parcelle et la collectivité assume la charge financière du reste à charge (subvention(s) déduite(s)).

Ce PEI sera, à réception des travaux propriété de la Ville de Montivilliers.

- Fourniture d'eau

La propriétaire pourvoit s'il y avait besoin à la réalimentation du point d'eau incendie, à ses frais.

- Contrôle et maintenance

La collectivité, propriétaire de ce PEI doit en assumer le bon fonctionnement et elle doit s'assurer en permanence que le point d'eau incendie présente les garanties de volume d'eau suffisant pour assurer la défense extérieure contre l'incendie, conformément aux caractéristiques techniques définies dans l'article 2 de la présente convention et dans le respect des tolérances prévues par le RDDECI ; toutefois vu la proximité de la propriétaire, la ville de Montivilliers délègue cette mission à la propriétaire .

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITÉS

La commune est assurée pour couvrir sa responsabilité civile lorsque celle-ci est engagée du fait de dommages causés à la propriétaire ou aux tiers survenus à l'occasion de ses missions, notamment la défense extérieure contre l'incendie, par sa propre action ou celle des personnes agissant pour son compte (notamment ses agents et prestataires).

Dans le cas où la responsabilité de la commune serait recherchée, la propriétaire s'engage à intervenir dans la cause dès lors que le litige porte sur la réparation d'un préjudice pouvant résulter, directement ou indirectement, d'un fait imputable en tout ou partie de la propriétaire.

La commune et la propriétaire s'informent mutuellement, dès qu'ils en ont connaissance, de toute réclamation ou procédure diligentée, ou susceptible d'être diligentée, à leur encontre relative à ces dommages, ou de nature à porter préjudice à l'une des parties.

Ils s'accordent raisonnablement assistance dans leur défense contre de telles réclamations ou procédures.

ARTICLE 9 : DURÉE ET VALIDITÉ DE LA CONVENTION

La convention prend effet à compter de la date de signature des 2 parties.

Elle est conclue pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Article 10 : MODIFICATION ET RÉSILIATION

Toute modification de la présente convention fera l'objet d'un avenant.

Dans le cas où l'une des deux parties déciderait de mettre fin à la présente convention, elle devra informer l'autre partie par courrier recommandé avec accusé de réception, au moins 3 mois avant la date de fin prévue.

Article 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable tous les litiges pouvant survenir de l'application de la présente convention.

A défaut de résolution amiable, les litiges seront portés devant le Tribunal administratif de Rouen.

Fait à Montivilliers, le 2025

En 2 exemplaires

« Lu et accepté »

La propriétaire

Le Maire

Mme Blandine BENOIT

M. Jérôme DUBOST

Envoyé en préfecture le 06/05/2025

Reçu en préfecture le 06/05/2025

Publié le



ID : 076-217604479-20250430-M_DL250428_050-DE